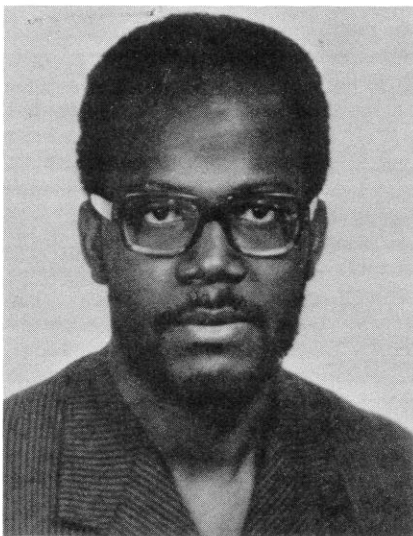


par Miala Diambomba

L'éducation contre



Économiste zairois, M. Miala Diambomba est professeur invité au Département d'administration et politique scolaires à la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université Laval, à Québec, et coordonnateur du Projet ouest-africain de formation à la recherche en éducation.

La colonisation a légué à l'Afrique une structure socio-professionnelle différente de celle qui existait avant l'arrivée des Européens, différente surtout par ses rapports sociaux et économiques. Contrairement au système traditionnel où la hiérarchie était fondée sur l'expérience et l'âge et où le cadre de l'autorité exercée coïncidait avec la grande famille que constituait le clan, la position occupée par chacun dans cette nouvelle structure sociale est définie par l'appartenance à une position donnée dans le système de production issu de la colonisation. Les véhicules de hiérarchisation et de mobilité ont également changé: l'âge et l'expérience ont été remplacés par l'enseignement formel. En fait, ceux qui passent par ce système d'enseignement formel prétendent avoir le droit de gouverner parce qu'ils savent mieux, du seul fait d'avoir passé un certain nombre d'années à l'école.

Ce changement a donc modifié non seulement les caractéristiques des gens qui arrivent au sommet de la hiérarchie sociale, mais aussi les structures de distribution des revenus et le comportement en matière de consommation, tous deux fortement influencés par le niveau d'éducation reçue. Cette éducation ne confère pas uniquement des revenus plus élevés, car ceux qui reçoivent ces revenus adoptent en outre les habitudes de consommation des habitants des pays dominants qu'ils transmettent ensuite aux autres strates de la société. On peut donc postuler que plus il y a de gens instruits et que plus ils sont instruits, plus leur fonction de consommation est extravertie et donc, plus il y a transfert de ressources du système économique interne au système d'exploitation des pays dominants.

Cette nouvelle structure est-elle nuisible à l'évolution de la société et est-elle une cause de la stagnation que connaissent les pays africains depuis l'indépendance? Plus précisément, l'enseignement occidental imposé à l'Afrique est-il uniquement une force négative qui, contrairement à ce qu'on a pensé, ne peut que favoriser le maintien du statu quo?

D'après les théories sur la dépendance, le transfert des ressources des pays non industrialisés aux pays industrialisés accentue le processus de dégradation des conditions économiques dans ces premiers parce qu'il soustrait des ressources pouvant être utilisées pour la création d'activités productrices dans les pays concernés. Si ce surplus n'était pas

transféré en dehors du système, il serait, dit-on, utilisé efficacement et aurait donc des effets d'entraînement positifs dans l'ensemble du système. Sans vouloir justifier le transfert des ressources, on peut cependant affirmer que cette hypothèse n'est que partiellement vraie. S'il y a un problème, ce n'est pas seulement à cause du transfert des ressources mais aussi, et surtout, parce que ces dernières, quand elles ne sont pas formellement transférées ailleurs, peuvent tout simplement être mal utilisées à l'intérieur du pays.

Ceci peut être démontré par l'étude de l'utilisation des revenus non transférés en dehors du système économique et donc par les structures de distribution des revenus et l'utilisation de ces revenus par ceux qui les reçoivent. L'éducation qui, dans les pays non industrialisés, est un des facteurs déterminants de cette distribution peut servir pour cette analyse.

L'éducation influe fortement sur la structure hiérarchique dans les sociétés du Tiers-Monde et même si cette structure était à l'origine définie surtout par la hiérarchie des postes dans le système de production, l'accès à ces postes est maintenant réglé par la quantité et, parfois, la qualité de l'éducation.

Que l'éducation soit un instrument de stratification dans la société, le fait a été bien documenté. Certaines études suggèrent même que la formation d'une élite est une des fonctions principales du système d'enseignement, ce qui permettrait d'expliquer l'inflation continue de ces systèmes. D'après cette thèse, l'augmentation continue du nombre d'années de scolarité requis pour les niveaux terminaux n'est pas nécessairement due à des changements dans les caractéristiques des emplois ou positions socio-économiques que les étudiants de ces niveaux sont appelés à occuper, mais elle résulte simplement du fait que l'augmentation du nombre d'élèves accédant à ces années terminales enlève à ces niveaux le rôle de formation d'une élite. L'élite actuelle n'acceptant guère que ses enfants terminent leur éducation à des niveaux devenus populaires, d'autres niveaux sont introduits dans le système pour jouer ce rôle. Ces nouveaux niveaux ne sont cependant formateurs d'élite qu'aussi longtemps qu'ils demeurent exclusifs. Et le manège recommence.

Quand il n'est pas possible de créer des niveaux supérieurs, il s'établit des écoles spéciales réservées aux enfants

milite-t-elle le développement?

des classes supérieures. Les exemples en sont nombreux, tant dans les pays industrialisés que dans ceux en développement.

Le rôle de l'enseignement dans la stratification des sociétés africaines est mis en évidence par le rapport entre le nombre d'années de scolarité d'un individu et les avantages que celle-ci lui confère. Au Zaïre, par exemple, on estimait en 1969 que le traitement moyen d'un diplômé universitaire devenu fonctionnaire était au moins 10 fois celui d'un finissant d'école secondaire. On peut deviner l'ampleur de cet écart lorsqu'il s'agit de l'universitaire et d'un finissant d'école primaire! Cette structure salariale est si déséquilibrée que la classe socio-professionnelle la plus élevée qui, en 1969, constituait environ 4,2% de la population recevait près de 90% de tous les revenus payés au Zaïre sous forme de salaires.

Les comptes des salaires de la Gécamines (Général des carrières et des mines du Zaïre), société publique entièrement zaïroise, illustrent clairement cette situation. En 1970, la distribution des salaires payés par la société était la suivante: 12,6 millions de zaires (un zaire valait \$0.50 US en 1970) pour les 1 415 techniciens européens à son service et 12,4 millions de zaires pour les 22 115 Africains, soit un salaire moyen d'environ 9 000 zaires pour les Européens et de 560 zaires pour le travailleur zaïrois. La main-d'œuvre zaïroise était cependant répartie entre 1 662 cadres supérieurs et moyens et 20 453 ouvriers qui recevaient respectivement 5,5 et 6,9 millions de zaires. Les salaires moyens s'élevaient donc à 3 300 zaires pour le cadre supérieur zaïrois et 330 zaires pour l'ouvrier. La proportion est donc de 10 à 1 entre le cadre supérieur zaïrois et l'ouvrier, de 3 à 1 entre les cadres européens et zaïrois et de 30 à 1 entre le technicien européen et l'ouvrier zaïrois.

Et la situation est la même dans de nombreux pays du Tiers-Monde. D'après la Banque mondiale, près de 50% des revenus nationaux des pays africains vont au dernier décile de la population et les 5% de la population constituant l'élite gouvernante reçoivent en moyenne 40% de ces revenus. Au Kenya, par exemple, la distribution des revenus était la suivante en 1969: 54% de tous les salaires étaient payés au dernier décile de la population et les 5% constituant l'élite dirigeante en recevaient 46,2%. La proportion est la

même au Gabon. Même en Tanzanie où l'on a tenté de réduire l'écart entre les classes socio-professionnelles supérieures et celles au bas de l'échelle, la situation est pareille: en 1967 et en 1969 le dernier décile de la population recevait 46,5% de tous les revenus perçus par la population active et les 5% de la classe dirigeante en recevaient 37%.

Cette distribution déséquilibrée des revenus se retrouve un peu partout dans les pays non industrialisés d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Par contre, dans les pays industrialisés, la distribution semble être un peu plus équilibrée. En République fédérale d'Allemagne, par exemple, le dernier décile de la population active recevait en 1970 29,1% des revenus et les 5% constituant l'élite dirigeante, 18,2%. En République démocratique d'Allemagne, cette proportion était de 16,9% et 9,2%.

Que peut-on conclure de ces chiffres? Même si, comme il ressort du cas de la Gécamines, les revenus perçus par la population active dans les catégories socio-professionnelles comprennent une part importante payée à des techniciens étrangers, il n'en reste pas moins que l'élite autochtone de ces pays du Tiers-Monde est assimilée aux cadres étrangers en ce qui concerne la rémunération. En conséquence, l'écart entre les salaires et les autres avantages accordés à cette élite et ceux payés à la main-d'œuvre ouvrière reste considérable.

Et puisque l'éducation constitue un moyen important d'accession à cette position d'élite, on peut conclure, comme nous l'avons suggéré ci-dessus, qu'elle est une force déterminante dans la distribution des revenus, et par conséquent dans cette stratification socio-économique d'après la colonisation.

Les implications économiques de cette nouvelle stratification sont de deux genres. D'abord, le déséquilibre qu'elle produit dans la distribution des revenus diminue le pouvoir économique des classes inférieures et donc leur capacité d'influer sur les structures des marchés. On sait, par exemple, que le vendeur établit son prix de vente de biens de consommation sur la seule base de la situation du plus riche. Et il peut le faire parce que sa clientèle est assurée. Les classes socio-économiques inférieures sont donc soumises à la loi du plus fort, ou du plus riche. Deuxièmement, une part importante du salaire payé à cette élite est généralement perdue pour l'économie indigène, car le vendeur est souvent un

commerçant étranger ou s'il ne l'est pas, il est certain qu'il existe quelque part un intermédiaire d'origine étrangère. Une partie de ces revenus finit donc toujours par sortir de l'économie nationale.

La part des revenus qui sortent du système intérieur est encore accrue par des effets d'imitation et de démonstration prenant la forme de réaction en chaîne. Les gens des classes socio-économiques dominantes apprennent, soit à l'école, soit ailleurs, à consommer des biens industriels considérés comme étant de valeur supérieure. Ce comportement est transmis aux strates socio-professionnelles inférieures qui l'imitent. Le résultat est un phénomène de remplacement des biens dits traditionnels par ceux dits modernes, phénomène que soulignent toutes les analyses des dépenses de consommation dans les pays non industrialisés.

On peut donc déduire que le système d'enseignement, qui est l'un des éléments de promotion de l'élite, encourage la fuite des ressources à l'extérieur. Si l'on accepte l'argument avancé par de nombreux auteurs, à savoir que le transfert du surplus économique des pays non industrialisés est une des causes de la stagnation encourageant le sous-développement dans ces pays, on peut également dire que le système d'enseignement encourage cette même dynamique négative.

Tant que ce système sera la base de distribution des revenus et que l'accès aux niveaux d'études supérieurs sera réservé à une petite minorité de la population dont la consommation s'oriente de plus en plus vers les biens importés, plus ce système contribuera à la promotion et au développement des systèmes implantés durant l'ère coloniale. Si l'évolution de l'agriculture et de l'artisanat indigènes est un indice valable, on peut conclure que l'économie indigène dans laquelle fonctionne la grande majorité des populations africaines continuera à se détériorer parallèlement à l'expansion verticale du système d'enseignement.

Il faudrait donc renverser le courant amorcé dès l'indépendance en faveur de l'enseignement supérieur et opter pour un enseignement fondamental de qualité, préparant efficacement à la vie active d'adulte. Une telle démarche amènerait un certain degré d'équité dans les sociétés africaines et atténuerait peut-être les aspirations irréalistes qui, jusqu'ici, ont été à la base du drainage des ressources locales. □